

autres provinces produisent et fourniront à ces autres provinces un débouché. C'est exactement là ce que nous recherchons tous et le procédé ne nous coûtera pas un seul dollar.

Je ne crois pas devoir m'étendre davantage sur le problème avant d'indiquer ce qui pourrait en être la solution. Rappelons-nous que nous vivons dans une ère de surabondance. Certes tout le monde le sait. Non seulement avons-nous les choses que nous avons pu produire dans chacune des provinces du Canada, non seulement les avons-nous et toutes les autres que nous pourrions produire à l'avenir en employant des moyens semblables, mais nous entrons maintenant dans de nouveaux domaines de productivité comme en fait foi un article publié le 11 juin dans le *Journal* d'Ottawa, où il est dit que l'atome ouvre la voie à la production d'aliments synthétiques.

Tous les honorables députés ont entendu parler de la culture des algues et des possibilités vraiment renversantes en ce qui concerne la production, au moyen de la culture des algues, de toutes sortes d'aliments propres à l'homme. Si nous parvenons au Canada à appliquer l'atome à la production d'aliments synthétiques et à utiliser les algues pour produire de nouveaux aliments, peut-on concevoir pourquoi les habitants de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick de Terre-Neuve et de n'importe quelle autre province puissent manquer de quoi que ce soit? S'ils demeurent dans le besoin, quelqu'un est à blâmer et le seul qui puisse en être tenu responsable, c'est le ministre des Finances, sauf dans la mesure où il est lui-même paralysé par un manque de compréhension de la part de son entourage. Grâce à la solution que j'ai proposée jusqu'ici, on réussirait, à mon avis, à contourner la difficulté dont j'ai fait mention; sans recourir à cette solution il n'y a pas moyen d'en sortir. Libre à tous ceux qui désirent me répondre de trouver une autre façon de procéder.

On compte environ onze problèmes graves auxquels le Canada doit faire face. Le premier est la centralisation de l'industrie et de la population ainsi que la mainmise qui s'ensuit au pays. Le dernier remaniement de la carte électorale a fait perdre deux députés à la Saskatchewan; d'autres provinces y ont également perdu des députés. Où s'établissent ces députés, sinon dans les provinces d'Ontario et de Québec? Que devons-nous en conclure, sinon que l'orientation politique des destinées du Canada, jusqu'au point de voir des députés quitter les provinces de l'Ouest et de l'Est pour vivre dans celles d'Ontario et de Québec, est sur-

tout aux mains de ces deux dernières. Et, dans ces circonstances, comment pouvons-nous prétendre que la démocratie est en progrès au Canada?

La solution de ce problème? C'est évidemment la décentralisation de l'industrie. Et comment décentraliser l'industrie? Je songe ici à une lainerie qui s'était établie à Magrath, dans ma circonscription. Nous avions pensé pouvoir offrir toutes les facilités essentielles à l'établissement d'une bonne lainerie, mais nous n'avons pu fabriquer aucune marchandise que les provinces d'Ontario et de Québec ne produisaient pas déjà et qu'elles pouvaient vendre chez nous à prix plus bas; aussi l'entreprise a-t-elle dû fermer ses portes.

Dans de telles circonstances, comment arriverons-nous à décentraliser l'industrie textile de façon à en établir une partie importante en Alberta, en Saskatchewan, en Nouvelle-Écosse ou à Terre-Neuve?

Il est facile de parler de la décentralisation de l'industrie mais plus difficile de la réaliser. La Saskatchewan, avec l'aide de son gouvernement, s'est donné beaucoup de mal pour établir l'industrie, mais elle s'est heurtée aux mêmes difficultés. Les sommes énormes qu'on y a engagées pour installer ces industries, et qui ont été sagement dépensées, se sont soldées par une perte sèche. Il a été démontré une fois de plus qu'il est impossible d'agir ainsi dans notre pays à moins que des mesures ne soient prises pour décentraliser l'industrie, au sens réel de ce terme.

Comment allons-nous surmonter la difficulté? A mon avis, si l'on parvient à utiliser l'argent de façon à subventionner le prix des articles ou des étoffes de laines fabriquées dans le sud de l'Alberta, afin de pouvoir concurrencer ceux que produisent l'Ontario et le Québec, alors nous permettrons aux industries de survivre en Alberta ou en Saskatchewan. Nous permettrions ainsi à l'industrie de s'installer dans les quatre provinces Maritimes, ce qui leur assurerait plus d'emploi, augmenterait leur population et accroîtrait l'utilisation de leurs ressources.

Si quelqu'un connaît une autre façon d'y arriver, qu'il en informe le comité. S'il y a une raison quelconque pour laquelle on ne saurait recourir à cette solution, qu'on se lève et qu'on nous la dise. Voilà le premier problème. C'est celui que signalait M. Smallwood. A moins que nous puissions installer des industries dans les autres provinces nous ne serons jamais, nous des huit provinces du Canada, que des porteurs d'eau ou des scieurs de bois pour Ontario ou Québec. Je dis bien, des porteurs d'eau et des scieurs de bois pour Ontario et Québec même si ces deux provinces ne l'ont jamais voulu.